



SECRÉTARIAT DU PROGRAMME RÉGIONAL OCÉANIE DE L'ENVIRONNEMENT

*Vingt-deuxième Conférence du PROE*

Apia (Samoa)

13 – 15 septembre 2011



**Point 8.2.7 de l'ordre du jour :**

**17<sup>e</sup> Conférence des Parties à la CCNUCC**

**Objet**

1. Informer la Conférence sur les négociations de la CCNUCC et les initiatives prises par le Secrétariat pour aider les pays insulaires océaniques à se préparer à la 17<sup>e</sup> Conférence des Parties (COP17) qui se tiendra à Durban.

**Historique**

2. Les négociations de la CCNUCC ont suivi deux cycles depuis la 16<sup>e</sup> Conférence des Parties qui s'est tenue à Cancún. Lors d'une réunion à Bangkok, les Parties ont passé une semaine à contester l'ordre du jour, entravant ainsi tout progrès sur les questions officielles. Cela dit, un grand nombre de discussions informelles ont permis de mieux comprendre les positions de chacun. Une réunion préalable de l'AOSIS a également permis de bien préparer le groupe en vue des réunions d'avril et de juin.
3. La réunion de juin qui s'est tenue à Bonn s'est également heurtée à des différences de vue concernant l'ordre du jour. Il s'agissait là encore de savoir si les questions non résolues à Cancún le seraient à Durban. Plusieurs Parties ont en outre voulu examiner de nouvelles questions qui ne recueillaient pas le consensus.
4. Les principales questions critiques pour les pays insulaires océaniques sont :
  - I. Atténuation :
    - Adoption par la COP d'un objectif mondial pour la réduction des émissions (COP17) : 95 % d'ici à 2050.
    - Adoption par la COP d'une année record pour les émissions mondiales (2015).
  - II. Adaptation :
    - Utilisation de l'année 2011 pour susciter un soutien au programme de travail sur les pertes et les dommages (en notant que la décision finale sera prise à la COP18).
  - III. Options juridiques :
    - Adoption par la COP à Durban d'un accord juridiquement contraignant (ou adoption d'une décision prévoyant un accord à la COP18).
  - IV. Finance :
    - Adoption par la COP de recommandations concernant la conception du Fonds vert de Copenhague en tant qu'entité chargée d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier de la Convention.

## État actuel des négociations

5. La première semaine de la réunion de Bonn a été axée sur les ordres du jour de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) et de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA). Les ordres du jour provisoires des deux organes comprenaient des points découlant des propositions des Parties et de la Décision 1/CP.16 (résultat des travaux de l'AWG-LCA). Une grande partie des propositions était sujette à controverse et les Parties ont passé les trois premiers jours à examiner l'ordre du jour et l'organisation des travaux. Elles sont enfin convenues de lancer les travaux sur certains points de l'ordre du jour en laissant la majorité des nouveaux points proposés en suspens jusqu'à de nouvelles consultations. La séance plénière de clôture du SBSTA est finalement convenue d'examiner, à sa prochaine session, les nouveaux points proposés sur les impacts du changement climatique sur l'eau et la gestion intégrée des ressources en eau dans le cadre du programme de travail de Nairobi sur les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation. L'accord n'a pu se faire sur les autres nouveaux points proposés tels que le carbone bleu, les droits de la nature, l'intégrité des écosystèmes et un programme de travail sur l'agriculture. Des progrès ont toutefois été enregistrés en ce qui concerne la constitution d'un Comité permanent sur les finances (devant surveiller les fonds climatiques destinés aux pays en développement), un mécanisme de transfert de technologies et un comité d'adaptation devant aider les pays en développement à faire face aux effets du changement climatique.

6. Au niveau du SBI, des travaux ont été lancés sur les plans nationaux d'adaptation et les pertes et les dommages, conformément aux décisions des accords de Cancún. Les nouveaux points de l'ordre du jour proposés en matière de mesure, de notification et de vérification sont restés en suspens mais des travaux connexes ont été entrepris dans le cadre de l'AWG-LCA. Les nouveaux points proposés concernant les impacts de la mise en œuvre des mesures de riposte ont occupé une place importante dans l'examen de l'ordre du jour. En conséquence, les présidents du SBI et du SBSTA ont organisé un groupe de liaison sur l'impact de la mise en œuvre des mesures de riposte.

7. L'AWG-KP a axé ses discussions sur la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto, après l'expiration de la première période à la fin de 2012. Les Parties se sont concentrées sur les questions et conditions politiques en suspens définies par divers pays de l'Annexe I concernant la prise de nouveaux engagements au cours de cette deuxième période. Malgré l'opposition initiale des pays en développement, les Parties ont également mené des travaux techniques sur, entre autres, l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (UTCATF), les mécanismes de flexibilité et les questions méthodologiques. Les réalisations ont été présentées par le président de l'AWG-KP et seront examinées à la prochaine session et il a donc été décidé de reporter la 16<sup>e</sup> session de l'AWG-KP jusqu'à la nouvelle réunion devant se tenir en septembre-octobre. Cette réunion pourrait se tenir à Bangkok (où se trouve l'unique centre de conférence de l'ONU disponible pendant cette période) ou à Panama qui a proposé de l'accueillir (mais pourrait avoir du mal à obtenir les fonds nécessaires).

8. Malgré les bonnes discussions sur ces questions, la situation climatique et le régime climatique mondial sont de plus en plus préoccupants pour les pays insulaires océaniques. Selon l'Agence internationale de l'énergie, les émissions mondiales du secteur énergétique ont augmenté de 5 % l'année dernière, un record inquiétant si cette tendance se poursuit.

9. Les débats des réunions de Bonn sur l'avenir du Protocole de Kyoto, le régime juridiquement contraignant qui engage les pays développés à réduire leurs émissions d'un certain pourcentage, ont été agités. Tous les pays développés hormis les États-Unis sont Parties au Protocole de Kyoto et sont tenus de s'engager pour une deuxième période de réduction de leurs émissions à la fin de la première période, en décembre 2012. Pour permettre une transition en douceur, les réductions des émissions pour cette deuxième période devront être convenues d'ici à la conférence de l'ONU sur le climat qui se tiendra à Durban en décembre. Toutefois, trois pays (Japon, Russie et Canada) ont indiqué qu'ils ne s'engageront pas à réduire leurs émissions dans le cadre de la deuxième période du Protocole de Kyoto.

10. Les pays de l'Union européenne, jusqu'alors fervents défenseurs du Protocole, n'ont toujours pas déclaré de manière décisive s'ils s'engageront à réduire leurs émissions. S'ils le font, il est fort possible que les autres pays de l'Annexe I leur emboîteront le pas. L'absence de promesses significatives compromet l'existence même de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto, qui est le fondement de tous les mécanismes associés. Il est probable qu'elle sera alors remplacée par un système inférieur d'engagements volontaires de la part des pays développés et de certains pays en développement. Les contours d'un tel système ont déjà été abordés à Cancún. Les lacunes d'un système volontaire ont été soulignées par les pays insulaires océaniques depuis 1994, lors de la proposition par Vanuatu et Nauru du protocole de l'AOSIS, qui a ouvert la voie à l'élaboration du Protocole de Kyoto. On pourrait par ailleurs faire valoir que la modicité des engagements actuels illustre également les insuffisances d'un accord volontaire.

11. Plutôt que de réduire d'ici à 2020 leurs émissions d'au moins 25 à 40 % par rapport aux niveaux de 1990 comme l'exigent les données scientifiques (ou d'au moins 40 %, comme le demandent les pays en développement), les pays développés augmenteront leurs émissions de 6 % selon un scénario (reposant sur les engagements les plus faibles et le contournement du règlement) ou ne réduiront leurs émissions que de 16 % selon un autre scénario (reposant sur les engagements les plus conséquents sans contourner le règlement). Ces estimations sont issues d'un rapport préparé par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) en décembre dernier.

12. Ces engagements associés aux cibles annoncées par certains pays en développement indiquent, selon ce même rapport, que le monde s'oriente vers une augmentation de la température mondiale située entre 2,5 et 5 °C avant la fin du siècle. Ces chiffres sont très loin du degré et demi demandé par les pays insulaires océaniques ou des 2 degrés demandés par la majorité des autres pays.

### Prochaines étapes

13. Les pays insulaires océaniques auront besoin du soutien de PROE pour continuer de se préparer aux négociations. À cette fin, ils ont demandé au PROE de coordonner la formation à la négociation et les réunions préparatoires à la 17<sup>e</sup> Conférence des Parties. Compte tenu de la session supplémentaire de négociation, qu'il n'a pas été possible de préparer correctement bien qu'elle ait été prévisible, il sera peut-être nécessaire d'organiser une formation à la négociation à la fin du mois d'août ainsi qu'une session préparatoire à Durban avant la COP, conformément aux recommandations de la Table ronde sur le changement climatique.

## Recommandations

14. La Conférence est invitée à :

- **prendre note** de la situation concernant les négociations sur le changement climatique ;
  - **demander** au Secrétariat de mener les travaux connexes ou de fournir une assistance aux Membres concernant les négociations à venir sur le changement climatique ; et
  - **appuyer les négociations de la CCNUCC** lors de la 17<sup>e</sup> Conférence des Parties à Durban et des réunions préparatoires.
- 

18 juillet 2011 – Original en langue anglaise